

### Provincialiser Moscou dans les études sur le communisme

Bazin, Jerome

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

**Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:**

Bazin, J. (2017). Provincialiser Moscou dans les études sur le communisme. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 17(1), 25-35. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-55776-2>

**Nutzungsbedingungen:**

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

**Terms of use:**

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

# Provincialiser Moscou dans les études sur le communisme

JÉRÔME BAZIN

(Université de Paris-Est Créteil)

Pourquoi revenir sur la question de la présence soviétique dans les démocraties populaires ? Le thème peut paraître épuisé après avoir été traité dans plusieurs publications, qui expliquent comment le début de la période socialiste a été marqué par l'apologie du grand frère soviétique, qui décline et disparaît après la mort de Staline. Les travaux consacrés aux associations pour l'amitié avec l'URSS concluent assez naturellement et légitimement à la vacuité de cette amitié et se tournent plutôt sur la capacité des régimes à mettre en scène ce qui ne trouve qu'un écho limité dans les sociétés<sup>1</sup>.

## *Les échanges entre les démocraties populaires et l'URSS au sein des faisceaux d'échanges*

Aujourd'hui, alors que les études binationales, transnationales ou supranationales se multiplient, ce n'est pas le rapport qu'entretenaient les démocraties populaires avec l'Union Soviétique qui préoccupe les historiens. Dans toutes les analyses consacrées aux circulations et aux réseaux d'échanges, l'attention se porte en effet plutôt sur d'autres partenaires, à l'Ouest, au Sud ou chez les voisins proches de l'Est, ce que nous rappellerons ici succinctement.

Ce qui a primé et continue de primer sont les échanges d'Est en Ouest. Fruit d'une historiographie qui a commencé par être écrite avant 1989 par ceux qui ont traversé le rideau de fer pour s'installer à l'Ouest, l'ensemble de ces travaux fait de l'Ouest le principal partenaire. Par là, ils reconduisent la polarisation de la Guerre Froide entre les deux blocs, mais la nuancent en montrant un rideau de fer plus perméable qu'on ne le pensait, au point d'être parfois appelé « Nylon Curtain » dans la littérature internationale<sup>2</sup>. L'analyse

---

<sup>1</sup> Jan Behrends, *Die erfundene Freundschaft. Propaganda für die Sowjetunion in Polen und in der DDR, 1944-1957*, Böhlau, Cologne, 2005.

<sup>2</sup> Peteri G. Péteri, « Nylon Curtain: Transnational and Transsystemic Tendencies in the Cultural Life of State-Socialist Russia and East-Central Europe », *Slavonica*, 10, no. 2,

des relations avec l'Ouest a donné lieu à de nombreuses conclusions<sup>3</sup> : le besoin de différencier un « Ouest » qui n'est pas plus monolithique que l'Est, celui d'envisager les échanges d'Ouest en Est et surtout celui de relativiser la place de l'Ouest, qui a été parfois plus un horizon qu'un partenaire réel et régulier.

Si l'attrait pour l'Ouest est en train de perdre de son évidence historiographique, les relations avec d'autres parties du monde attirent de plus en plus l'attention : avec l'Amérique Latine, l'Asie ou l'Afrique<sup>4</sup>. On connaissait depuis longtemps l'histoire des relations internationales avec ces parties du monde, mais il apparaît que les échanges ont été beaucoup plus larges. Le Tiers Monde (compris au sens très large de tous les pays ne faisant parti ni du bloc capitaliste ni du bloc communiste) sort de son statut de terrain d'affrontement périphérique entre les deux blocs pour devenir un partenaire à part entière. Les réflexions communes sur les politiques de développement et la transformation d'économies traditionnelles en économies modernes, l'échange de conseillers économiques et militaires, ainsi que les relations culturelles apparaissent désormais nombreuses et rééquilibrent la carte du monde. Devant un Premier Monde, qui est certes la partie du globe la plus riche mais incarne aussi le vieux système capitaliste, et un Second Monde, dont la réalité socialiste déçoit, le Tiers Monde a pu susciter l'intérêt dans les démocraties populaires.

Le troisième faisceau d'échanges concerne des circulations plus anodines et plus régulières, avec des voisins proches : ce sont les échanges Est-Est, entre les différentes démocraties populaires. Si traverser les frontières nationales reste une entreprise compliquée (les contrôles et restrictions étant plus ou moins forts selon les pays et les périodes), les déplacements sont néanmoins beaucoup plus simples administrativement et matériellement en comparaison des deux situations précédentes. Ils peuvent être couplés à d'autres formes de déplacements : tourisme, voyages scolaires, jumelage entre villes ou entre entreprises, etc. Certains pays ont été particulièrement visités, car il était plus facile d'y entrer et d'en sortir : par exemple la Pologne et la Hongrie, ou encore le cas particulier de la Yougoslavie.

Que faire des liens avec l'URSS dans cette carte du monde rapidement esquissée ? Leur analyse a été marquée par un paradoxe, par une surestimation et une sous-estimation. Surestimation liée au concept de soviétisation, qui suppose une toute puissance et une omniprésence des Soviétiques après l'arrivée des troupes de l'Armée rouge en 1944-1945, conduisant à une homogénéisation de la région. Sous-estimation car il y a peu d'études sur la diversité des échanges que l'on croise dans les archives de chacune des

---

2004, pp. 113-123.

<sup>3</sup> Voir par exemple la présentation des débats dans Simo Mikkonen, Pia Koivunen (dir.), *Beyond the Divide. Entangled Histories of Cold War Europe*, Berghahn, Oxford, 2015.

<sup>4</sup> Voir par exemple les travaux en cours pour le projet *Socialism Goes Global. Cold War Connections between the Second and the Third World*.

démocraties populaires. À la lecture des archives, nous avons souvent fait le constat que nous manquions d'une grille d'analyse pertinente pour rendre compte de ces liens. Alors que la centralité accapare d'ordinaire l'attention des historiens, on peut parler, dans le cas soviétique en rapport avec ses satellites, d'une paradoxale centralité excluante.

La difficulté à rééquilibrer l'analyse vient certainement aussi de l'organisation actuelle de la recherche et de la séparation entre, d'une part, les études soviétologiques (suffisamment nombreuses pour se suffire à elles-mêmes) et, d'autre part, celles sur les démocraties populaires, qui prennent parfois dans un même mouvement cet ensemble impossible à définir (« Europe de l'Est », « Europe centrale et orientale », « Mitteleuropa »), mais se fragmentent le plus souvent en cas nationaux. De façon plus structurelle, c'est la question de la langue qui opère ces partages scientifiques ; en dépit de la proximité entre les langues slaves, les études conjointes sur des archives en russe et dans une langue est-européenne sont rares.

### *Provincialiser*

Pour sortir de cette impasse historiographique, nous proposons de provincialiser Moscou. Ce néologisme est bien sûr emprunté à Dipesh Chakrabarty qui l'emploie dans une toute autre configuration, pour penser la place de l'Europe dans une histoire globale et postcoloniale. Insistons d'emblée sur un point : provincialiser ne signifie pas écarter Moscou des analyses pour donner la fausse impression que les démocraties populaires vivaient sans l'URSS. Bien au contraire, il s'agit d'accorder une place secondaire à Moscou pour ne pas être aveuglé par sa supposée centralité et mieux voir la réalité des échanges. En d'autres termes, examiner pour chaque domaine quel est le rôle effectif de la capitale de l'URSS et ne pas l'isoler *a priori* dans le rôle de centre prééminent.

Plusieurs exemples pris dans des travaux récents et dans nos recherches invitent à une telle provincialisation de l'URSS. Le premier vient des travaux de l'historienne Małgorzata Mazurek consacrés à la consommation et à la débrouillardise dans la Pologne des années 1970 et 1980<sup>5</sup>. On y découvre les parcours individuels et familiaux, par exemple ceux de la famille Orłowski dans la ville de Bydgoszcz. Le père est ouvrier mécanicien et il est envoyé en 1980 en URSS par son usine, comme beaucoup de travailleurs l'ont été dans le cadre

---

<sup>5</sup> Małgorzata Mazurek, « Keeping it Close to Home: Resourcefulness and Scarcity in Late Socialist and Post-Socialist Poland, » in Paulina Bren, Mary Neuburger (dir.), *Communism Unwrapped. Consumption in Cold War Eastern Europe*, Oxford University Press, Oxford, 2012, pp. 404-435 ; *Idem*, « Figures de la débrouillardise en temps de crise en Pologne », in Rose-Marie Lagrave (dir.), *Fragments du communisme en Europe Centrale*, Éditions EHESS, Paris, 2011, pp. 113-138.

des collaborations entre entreprises. Là, il comprend les opportunités économiques ouvertes par le passage de biens de Pologne en URSS et se lance avec succès dans le commerce semi-légal de biens de consommation. Sa famille s'enrichit notamment en cousant des jeans et en les faisant passer de Pologne en URSS. L'espace soviétique est alors intégré dans l'espace économique que construit cette famille. Les occasions informelles, développées à partir de collaborations formelles entre entreprises, ont tourné cette famille vers l'URSS, qui est ici moins un centre qu'une opportunité d'enrichissement – et notons que des différences linguistiques ou culturelles entre Polonais et Soviétiques ne semblent pas faire ici obstacle à un commerce florissant. L'histoire chaotique de la consommation à l'Est, avec sa géographie différenciée des manques et richesses, conduit à une riche histoire de la circulation des biens où l'URSS est l'un des pays parmi les autres.

Le deuxième exemple vient de nos propres recherches sur les artistes en Allemagne de l'Est (l'un des groupes privilégiés qui disposent le plus de possibilités de déplacements). En effet, quand on s'intéresse à leurs voyages, on s'aperçoit que l'URSS y tient un rôle à la fois important et non-central. En témoigne la liste des destinations d'un peintre de Karl-Marx-Stadt (aujourd'hui Chemnitz): en 1973, il fait un séjour d'étude en Sibérie et en Asie centrale (en passant bien sûr par Moscou et Leningrad). En 1974 et 1975, deux longs séjours en Hongrie, à Sóstó puis à Debrecen. La même année 1975, il se rend à Saïda en Algérie, puis près d'Irkoutsk en URSS. En 1977, à Kuopio en Finlande, en 1979 à Francfort-sur-le-Main en Allemagne de l'Ouest, puis en Yougoslavie. En 1983 en Mongolie. À ces longs séjours s'ajoutent une pléthore de séjours plus brefs, qui n'ont pas été supervisés et pris en charge par l'Union des artistes comme les précédents : en Tchécoslovaquie (très proche de Karl-Marx-Stadt), à Wrocław, à Cracovie et en Bulgarie. Quand il parle aujourd'hui de ses voyages, ce peintre cite tout de suite le voyage à Francfort-sur-le-Main en 1979 et ne s'attarde pas sur les déplacements dans les pays frères ou dans le Tiers Monde, mais il dit à propos du voyage à Francfort qu'il a été décevant, car il n'a pas rencontré grand monde (alors qu'il est dans un pays où les personnes parlent la même langue que lui) et n'a rien vendu. Dans cet exemple, l'URSS est une destination fréquente, mais non exclusive, et notons que cet artiste ne visite pas seulement les grandes villes de l'Ouest de l'URSS comme Moscou et Leningrad, mais parcourt une bonne partie du territoire soviétique dans son immensité.

Enfin le troisième exemple vient de la Hongrie socialiste et des archives de Dunaferri, le complexe métallurgique de Dunaújváros. Dans un entrepôt de l'usine actuelle qui continue de fonctionner, sont déposés les documents de l'époque socialiste ; parmi ces sources qui ne sont pas encore archivées, on trouve des cahiers réalisés par les brigades ouvrières, notamment à l'occasion de leur déplacement à l'étranger : en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie et en URSS.



Figure 1.

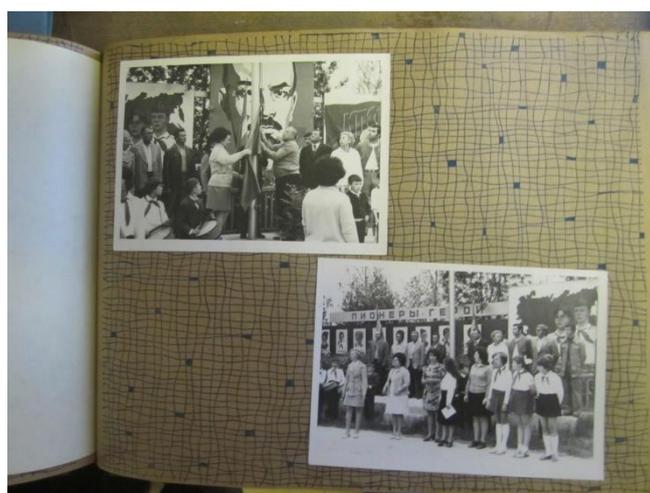


Figure 2.

Les Figures 1 et 2 viennent d'un cahier réalisé par une délégation soviétique après son voyage à Dunaújváros en Hongrie en mai-juin 1976.

Ces documents, qui ne sont aujourd'hui ni classés ni archivés, se trouvent dans le dépôt de l'actuelle usine Dunafer à Dunaújváros.

Ces albums photographiques, réalisés à la main au retour du voyage, donnent une image nécessairement positive de la collaboration du fait de la nature de cet objet ; mais par là ils rendent visibles les multiples moments de rencontres, dans les usines elles-mêmes et lors des rituels socialistes (drapeau,

chant de pionniers), qui, par leur formalisme, construisaient une routine dans laquelle l'URSS était intégrée et, si l'on peut dire, normalisée.

Ces trois exemples, en montrant des échanges à différents niveaux et impliquant différents groupes sociaux, prouvent l'intérêt d'entreprendre cette provincialisation. De toute évidence, la présence soviétique dans les démocraties populaires n'est pas exceptionnelle et purement militaire – c'est, dans plusieurs domaines, une présence régulière et routinière. Notons d'ores et déjà deux implications d'une telle démarche.

Tout d'abord, elle redonne de l'importance aux républiques soviétiques qui jouxtent les démocraties populaires : république ukrainienne, moldave, biélorusse, lituanienne, lettone et estonienne. Face à ces républiques soviétiques, on se pose d'abord la question de savoir si l'État soviétique a reconduit après 1945 dans les démocraties populaires ce qu'il avait fait pour ses propres marges dans les années 1920 et 1930. Mais surtout l'attention pour ces républiques soviétiques conduit à réinterroger les partages géographiques : plutôt que de les voir comme une périphérie de Moscou, on peut les considérer comme des lieux au centre du bloc socialiste. Provincialiser Moscou revient aussi à accorder plus d'attention à d'autres parties du territoire soviétique.

Par ailleurs, cette démarche conduit à élargir le champ chronologique considéré et à ne pas se concentrer uniquement sur la période stalinienne, de la fin des années 1940 jusqu'en 1953 ou 1956. Des échanges existent jusqu'à la fin de la période en 1989-1990 et, selon les domaines, il n'est même pas certain que la période stalinienne soit la période des échanges les plus nombreux. Elle est certes celle où la rhétorique du grand frère soviétique est la plus impérieuse, mais elle n'est pas nécessairement la plus riche en contacts.

### *La somme des obstacles aux échanges*

Les exemples précédents invitent à ne pas exclure la possibilité de relations, sinon amicales, du moins cordiales entre les populations des démocraties populaires et les populations soviétiques, sans que l'on soit toujours capable de savoir dans quelle mesure les auteurs de nos sources enjolivent la réalité. Néanmoins employer aujourd'hui un terme comme échange paraît dans certains cas bien doux et policé pour décrire des relations qui sont souvent tendues, pleines de méfiance, de suspicion et de ressentiment. Dans les mémoires individuelles, malgré les silences officiels, résonne le souvenir des occupations soviétiques : occupations après la libération des pays du joug nazi et interventions militaires ponctuelles (notamment en 1953 en Allemagne de l'Est, en 1956 en Hongrie ou en 1968 en Tchécoslovaquie). L'Armée rouge soviétique est également présente sur tout le territoire (même si inégalement), ce qui entraîne des contacts réguliers avec les soldats (là encore, il ne faut pas

exclure la possibilité de relations qui ne soient pas hostiles entre les populations et les militaires).

Les occupations sont l'occasion de nombreuses tensions, effectives ou potentielles, mais les échanges sont aussi rendus plus difficiles par les préjugés que les pays d'Europe de l'Est entretiennent envers l'URSS. Conséquence inévitable de la construction nationale, chaque pays développe un double sentiment : la fierté de la supériorité nationale et la peur de l'infériorité nationale<sup>6</sup>. Ce double sentiment existe entre toutes les nations, habituées à travailler ensemble et à se honnir mutuellement, mais il est exacerbé dans le cas soviétique par le rôle du grand frère dominateur. Les marques de mépris national envers l'Union Soviétique ne sont pas rares dans les archives. Au début des années 1950, les ouvriers du bâtiment est-allemands refusaient de travailler avec des nouvelles méthodes de production venues de Moscou (et passées par Varsovie), car ils ne voulaient pas « travailler comme des Russes », ce qui revenait pour eux à faire un travail de mauvaise qualité<sup>7</sup>. Autre exemple, lors d'une exposition à l'école de Weissensee à Berlin-Est en 1975, le parti est-allemand est contraint de rappeler les artistes à l'ordre devant les images qu'ils donnent de l'URSS :

« Dans ces paysages, les hommes soviétiques ont un air balourd (*plump*), ils sont présentés comme des péquenauds (*ungehobelt*), presque comme des moujiks, comme la petite bourgeoisie les représentait en 1900, avec des maisons en bois et des clochers à bulbe, et absolument pas comme une puissance industrielle mondiale, qui détermine l'avenir politique et économique du monde »<sup>8</sup>.

Ces exemples sont tirés de la situation est-allemande et on y voit le retour du sentiment de supériorité allemand face aux territoires qui sont à l'Est, mais ils existent sans doute dans d'autres démocraties populaires. La nation soviétique, alors qu'elle est le grand frère, est souvent perçue avec condescendance. L'évidente supériorité diplomatique et militaire de l'URSS sur la région, réaffirmée lors des grandes crises, est souvent renversée en infériorité dans les discours.

Si ces barrières nationales sont construites du côté des démocraties populaires, elles le sont aussi du côté soviétique. Le récent livre de Patrick Babiracki consacré aux questions culturelles en Pologne populaire jusqu'en 1956 a l'avantage rare d'examiner les archives du côté polonais et du côté

---

<sup>6</sup> Marius Turda, *The Idea of National Superiority in Central Europe 1880-1918*, Edwin Mellen Press, Ceredigion, 2004.

<sup>7</sup> Christoph Klessmann, *Arbeiter im « Arbeiterstaat » DDR. Deutsche Traditionen, sowjetisches Modell, westdeutsches Magnetfeld (1945 bis 1947)*, Dietz, Berlin, 2007.

<sup>8</sup> Archiv Akademie der Künste, Verband Bildender Künstler Berlin, no. 108 : *Referat der Parteileitung der Kunsthochschule Berlin « Zu ideologischen und künstlerischen Problemen der Bezirkskunstausstellung Berlin » (06.02.1975)*.

soviétique<sup>9</sup>. Du côté soviétique, il note l'agacement fréquent devant l'ingratitude des Polonais envers la protection qu'assure l'URSS et devant le sentiment d'être pris pour des « Asiatiques ». Les Soviétiques ne cachent pas en retour leur dédain pour le catholicisme polonais ou encore pour l'admiration et confiance que les Polonais adressent aux Français qui font peu pour eux. S'installe entre les deux une politesse condescendante qui accompagne les nombreuses rencontres – et la Pologne, en tolérant la libéralisation de la vie culturelle, attire vers elle les Soviétiques qui attendent un tel processus<sup>10</sup>.

### *Quel cadre chronologique ?*

Les inimitiés réciproques ne commencent pas en 1945 et le rapport au voisin russe est ancien. Chaque partie de l'Europe de l'Est a une chronologie propre dans son rapport à Moscou qui dépend aussi de grandes variables culturelles, religieuses et linguistiques – les langues bulgare ou polonaise étant plus proches du russe que le roumain ou encore plus le hongrois. Certaines parties des démocraties populaires ont même directement appartenu à l'empire russe, notamment une grande partie de ce qui est devenue la Pologne. L'influence a aussi été forte dans les pays d'Europe du Sud-Est qui ont conquis leur indépendance contre l'empire ottoman avec l'aide intéressée de la Russie. Dans le cas de la Roumanie, le rôle de « satellite récalcitrant » que joue le pays dès la période de Dej<sup>11</sup> et encore plus ouvertement sous Ceaușescu, s'inscrit dans la continuité d'une Roumanie qui s'est construite dans la proximité méfiante envers le voisin russe. Si le XIX<sup>e</sup> siècle a joué un rôle essentiel dans la construction des rôles, l'entre-deux-guerres est un moment crucial, l'Europe de l'Est étant unie par l'anticommunisme et la peur de l'Etat soviétique, mais aussi par la curiosité pour cette société bolchevik qui s'industrialise et se modernise à une vitesse que les pays est-européens peinent à imiter. Le passé très récent de la Seconde Guerre mondiale a forgé son lot de mémoires collectives et individuelles, tues ou dites en privé (pensons par exemple aux viols des femmes est-allemandes par les soldats soviétiques).

---

<sup>9</sup> Patrick Babiracki, *Soviet Soft Power in Poland : Culture and the Making of Stalin's New Empire 1943-1957*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2015.

<sup>10</sup> Des éléments intéressants se trouvent également dans les études d'Anne E. Gorsuch consacrées aux pratiques touristiques des Soviétiques, par exemple le chapitre « What Kind of Friendship is This ? Tourism to Eastern Europe », in *Idem, All This is Your World. Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford University Press, Oxford, 2011, pp. 79-105.

<sup>11</sup> Irina Gridan, *Le Satellite récalcitrant : la Roumanie de Gheorghiu-Dej face à l'URSS (1944-1965)*, thèse à l'université Paris 1 soutenue en 2013.

L'un des enjeux est de savoir réinsérer ce qui est observé à l'époque socialiste dans un cadre temporel plus large, sans toutefois figer les relations dans des généralisations a-chronologiques. Dans cette partie du monde comme ailleurs, l'histoire des siècles précédents est certes toujours présente, mais elle est aussi particulièrement souple et plastique. Les enjeux historiques à l'heure socialiste sont parfois suspendus ou courbés en fonction des rapprochements possibles. L'histoire, avant, pendant et après la période socialiste, est à la fois omniprésente et superficielle, l'héritage pesant et léger.

L'histoire des relations ne commence pas en 1945 et ne se termine pas plus après 1989/1991 et, afin d'avancer vers une approche aussi distanciée que possible de la période socialiste, comprendre les enjeux actuels est probablement tout aussi nécessaire que rappeler l'avant 1945. Avec l'intégration progressive de nouveaux pays à l'Union Européenne et à ses économies, la région des anciennes démocraties populaires semble tourner le dos à la Russie. La frontière de l'Union Européenne, repoussée à l'Est, devient une frontière bien plus pertinente que celle de l'ancien rideau de fer, en particulier pour les pays qui se trouvent au pied de la forteresse européenne, la Moldavie, la Biélorussie et l'Ukraine. La présence russe n'a pas pour autant disparu, loin s'en faut ; si le rapport à Moscou n'est plus aussi structurant, il reste l'une des lignes de force qui organisent cette région, les positionnements lors de la récente crise ukrainienne en témoignent. De cette discussion sur le cadre chronologique ressort une question à laquelle il est encore difficile de répondre : dans quelle mesure la période socialiste est-elle à cet égard particulière par rapport à celles qui la précèdent et la suivent ?

### *La spécificité culturelle*

L'histoire des échanges avec l'URSS concerne de nombreux domaines, des affaires militaires aux relations professionnelles dans la plupart des branches économiques. N'est abordé dans ce dossier que le domaine de la culture, considéré néanmoins dans toute sa diversité : cinéma, littérature, architecture, danse, musique, arts visuels. Il faut sans doute insister sur la double spécificité de la problématique culturelle.

D'une part, la culture est l'un des domaines où les échanges étaient sans doute les plus faciles et les plus publicisés (ce qui explique qu'ils aient la préférence des historiens aujourd'hui). Relevant du *soft power*, les collaborations culturelles ont un aspect innocent et anodin en comparaison de questions où l'intégrité de la nation est en jeu (comme la chose militaire) et où les partages déterminants se jouent (comme les choix économiques).

D'autre part, gardant à l'esprit le caractère inoffensif de la culture, nous pouvons néanmoins mettre en avant qu'elle est l'objet de beaucoup d'attention.

L'orgueil national est en jeu dans les affaires culturelles. Toutes les nations héritent de cette association entre la grandeur nationale et le prestige de son art : la réalisation artistique est porteuse de la valeur nationale. Avoir un grand art, avoir de grands artistes, est censé apporter la preuve d'être une grande nation. Une telle association, qui semble assez faible à l'examen, ne cesse pourtant d'être effective, hier comme aujourd'hui.

Sur le mode éthéré et indirect de la discussion sur la culture sont souvent discutés des rapports de force plus généraux. C'est l'une des difficultés de travailler sur ce sujet au travers du prisme des affaires culturelles : refuser d'y entendre les échos d'autres enjeux limite considérablement l'analyse, mais chercher à faire le lien avec d'autres domaines relève plus de la conjecture que de la démonstration rigoureuse.

Les notions de qualité et de valeur reviennent souvent dans les discussions historiographiques autour de la culture. Les analyses du rapport à l'URSS dans le domaine culturel se débarrassent difficilement d'une appréciation sur la qualité de ce dont il est question. Ce qui venait d'URSS était-il de bonne qualité ? Devant les peintures soviétiques envoyées dans les démocraties populaires, on est souvent surpris par la maladresse du coup de pinceau qui dessert l'objectif de prestige soviétique et qui ne correspond pas à la réalité des toiles exposées à Moscou. En matière d'architecture, la qualité des matériaux de construction est également un problème récurrent, qui entrave en permanence la modernité soviétique architecturale et qui établit des hiérarchies, par exemple entre deux bâtiments qui semblent similaires, mais dont l'un a un revêtement en mauvaise *terracotta* et l'autre en belle pierre de taille. À l'inverse, dans certains domaines, la qualité soviétique est réputée et attendue, comme celle des danseurs de ballet, dont la maîtrise est observée, admirée. La situation est compliquée pour la littérature : le prestige lié à l'ancienneté et à la complexité de la langue russe, qui figure, avec l'allemand, comme l'une des grandes langues de la culture en Europe de l'Est, est contredit par les romans du réalisme soviétique considérés souvent comme frustrés et grossièrement faits ; pour la littérature, s'ajoute la question de la qualité de la traduction.

Aujourd'hui les historiens doivent probablement se confronter à ce problème. Doivent-ils s'interdire de parler de qualité ? S'ils n'explicitent pas les partages qui s'opèrent dans la recherche, les historiens ne courent-ils pas le risque de reproduire implicitement les jugements des acteurs historiques pris dans des rapports de force historiques ? La bonne ou la mauvaise qualité doit-elle être neutralisée en tant que discours des Est-Européens projeté sur les réalisations soviétiques ou doit-elle être intégrée dans l'analyse ?

Se concentrer sur ce problème permet en tout cas d'avancer dans l'histoire du regard posé sur ce qui vient d'URSS, de comprendre la curiosité et l'aveuglement. Terminons avec un document de 1950, au temps de l'admiration obligatoire pour l'URSS : certains architectes est-allemands, les plus loyaux au

nouveau régime, se rendent à cette date à Stalingrad et observent la ville qui est reconstruite le long de la Volga, de la place Dzerjinski au Nord avec son usine de tracteurs au monument dédié à Staline au Sud. L'un d'eux a laissé dans son rapport une description du travail sur les chantiers. Se mêlent ici éloge de la production soviétique, distance sociale entre un architecte et un ouvrier et amnésie face à une ville qui a été le théâtre de cruels affrontements quelques années auparavant. L'acuité du regard, qui observe les pratiques ordinaires de ces travailleurs et qui va jusqu'à connaître l'épaisseur du mur construit, s'accompagne d'aveuglement :

« J'ai observé le chantier derrière notre hôtel. Le maçon, qui devait construire un pan de mur ce dimanche, a utilisé environ 400 briques. Il travaillait avec une femme, qui lui passait le mortier et les briques, afin qu'il n'ait plus qu'à les disposer. D'habitude, ils ne sont pas deux, mais plutôt trois ou cinq [...]. Je n'ai vu aucune hâte chez ces deux. Il travaillait simplement pendant toute la durée que devait faire son équipe. Puis il s'adressait aux aides, donnait des instructions, discutait avec eux et reprenait ensuite le travail. Le mur était de 64 cm. On voit bien ici un point qu'il faut répéter : le maçon ne fait que maçonner ! Il ne fait aucun déplacement inutile et pénible de l'auge au mortier ni des réserves de briques au mur. Il soulève moins de poids, ni de sa main droite ni de sa main gauche, il doit simplement avoir l'habileté de faire rapidement les joints entre les briques et de les poser rapidement les unes à côté des autres en utilisant la corde »<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Bundesarchiv, DH1 no. 38530 : « Fahrt nach Stalingrad ». Ce rapport fait partie d'un ensemble de rapports rédigés par une délégation d'architectes est-allemands en URSS en avril-mai 1950.